

Productivité et compétitivité — Des solutions pour une prospérité durable

Allocution prononcée par

Victor G. Dodig

président et chef de la direction, Banque CIBC

devant

L'Empire Club du Canada

Toronto, Ontario

11 septembre 2018

La version prononcée fait foi



Introduction

Bon après-midi à tous, merci de votre présence.

J'aimerais commencer par vous raconter une histoire... une histoire vraie à propos de mon père qui est arrivé au Canada en 1961 comme réfugié croate en quête d'une vie meilleure. Il s'avère qu'il a ouvert son premier compte bancaire à la Banque de Commerce, une longue relation qui a duré jusqu'à ce qu'il nous quitte il y a trois ans.

Quand je suis devenu chef de la direction de la Banque CIBC, mon père m'a donné tous ses livrets bancaires CIBC des quinze dernières années.

En les examinant, j'ai remarqué deux choses :

1. Les écritures sont d'abord manuscrites, puis imprimées par ordinateur – le progrès!
2. Chaque semaine, il y avait un dépôt et, en 15 ans, il n'y a eu que deux retraits.

Mon père travaillait fort et épargnait beaucoup; il a choisi de gérer et de protéger ses ressources pour s'assurer un solide avenir, à lui et à sa famille.

Vous avez ici un homme qui, toute sa vie, a conservé un billet de 5 \$, puis de 10 \$ et enfin de 20 \$ caché dans son portefeuille en prévision des intempéries de la vie.

Et tout ça rejoint essentiellement ce dont je vais vous parler aujourd'hui.

Même lorsque les nuages menaçants annonçant l'instabilité économique semblent encore bien loin, il est important de se préparer à l'inévitable changement climatique qui arrive. On ne peut pas croiser les doigts et espérer qu'il fasse beau tous les jours. On doit s'assurer d'être prêt à affronter tous les temps.

Une période d'expansion prolongée

Être prêt, ça peut fort bien vouloir dire être chanceux.

Tout le monde sait que le Canada a traversé la crise financière de 2008 mieux que la plupart des autres pays. Était-ce de la chance? Ou était-ce le résultat d'importantes décisions prises des années plus tôt par des décideurs et des chefs d'entreprise?

Avons-nous été chanceux ou étions-nous relativement bien préparés?

Il n'y a rien de mal à profiter d'un moment de satisfaction bien mérité. Nous pouvons certainement célébrer le fait que nous vivons actuellement à une ère d'expansion économique et de faibles taux de chômage. On pourrait

raisonnablement affirmer que, dans toute l'histoire du monde, c'est aujourd'hui le meilleur moment pour être en vie.

Dans le monde industrialisé, il y a dix ans ce mois-ci, le dernier cycle économique a connu une fin spectaculaire, et la reprise qui a pris forme après 2008 a finalement mené à l'une des plus longues périodes de croissance soutenue des dernières années. Et dans de nombreux marchés émergents, les possibilités économiques continuent de se multiplier.

Partout autour de nous, on met à profit la force des technologies et de l'innovation pour remettre en question, perturber et améliorer l'état actuel des choses.

Il y a beaucoup de raisons d'être optimiste et rempli d'espoir à propos du monde tel qu'il est aujourd'hui.

L'économie se porte bien au Canada. Notre croissance est d'environ 2 % cette année, et il en sera de même l'an prochain.

Notre taux de chômage a atteint un creux historique. Nous nous sommes bien remis du choc pétrolier de 2015. Dans nos grandes villes, les marchés de l'habitation ont atteint un meilleur équilibre.

Cela ne veut pas dire que tous les Canadiens profitent des avantages de cette prospérité. Il y aura toujours des défis, même dans les périodes de croissance les plus fastes.

Toutefois, les chiffres que nous utilisons pour mesurer la vigueur de l'économie relative nous le disent : le Canada connaît actuellement une période d'expansion et de réussite.

Mais, instinctivement, nous savons que toute bonne chose a une fin. L'histoire nous a appris que rien ne dure éternellement, et les gens l'ont appris à leurs dépens, encore et encore.

Pensez au boom pétrolier en Alberta dans les années 1970. Ou à la bulle technologique qu'a vécue la génération suivante.

Ou encore à ceci : En 2007, le président de la Réserve fédérale américaine a dit qu'il ne s'attendait pas à ce que le marché des prêts à risque élevé ait des répercussions importantes sur le reste de l'économie ou le système financier.

Un an plus tard, comme il l'a lui-même affirmé, 12 des 13 plus importantes institutions financières aux États-Unis risquaient de s'effondrer.

Et bien que bon nombre des signes avant-coureurs traditionnels d'un repli imminent ne soient pas évidents

à déceler, il y a lieu de demeurer vigilant et de planifier le prochain cycle. De même, des situations géopolitiques complexes - comme celles que nous connaissons actuellement - peuvent perturber les marchés. Il nous incombe de regarder au-delà de ces perturbations et de nous assurer que nos décisions reposent sur une bonne compréhension des principes fondamentaux du marché.

Trop bas, trop longtemps – Le défi des faibles taux d'intérêt et de l'endettement élevé

J'aimerais tout particulièrement vous parler d'endettement.

Dans quelques années, lorsque les historiens de l'économie feront le bilan de la dernière décennie, ils la verront probablement comme une expérience monétaire unique. La réalité de cette période d'expansion, c'est que les taux d'intérêt ont été très bas pendant très longtemps. Peut-être trop longtemps.

Je sais que ça peut sembler illogique. Mais ce même contexte de faibles taux d'intérêt qui a aidé le monde à se remettre de la crise de 2008 pose maintenant un risque pour le système financier mondial, et pourrait avoir des effets défavorables sur nous. Les banques centrales passent de « l'assouplissement quantitatif » au « resserrement quantitatif ».

Plus précisément, les récentes tensions ont mis en évidence les problèmes liés à la dette libellée en monnaie étrangère plus importante (principalement en dollars américains) dans certaines économies émergentes.

Voici l'enjeu en quelques mots :

La dette mondiale augmente. L'année passée seulement, elle a augmenté de 25 billions de dollars entre le mois de mars 2017 et celui de cette année. Le montant total de l'endettement des particuliers, des gouvernements et des sociétés à l'échelle mondiale a ainsi été porté à environ 247 billions de dollars à la fin mars.

Fortement attirés par les faibles taux d'intérêt du billet vert, de nombreux pays aux marchés émergents ont fait des emprunts en dollars américains pour subventionner leur croissance et leur développement.

Mais maintenant, deux choses se produisent. Le dollar américain est à la hausse, et les taux d'intérêt aussi. Des turbulences s'en sont suivies, les actions de certains marchés émergents ayant chuté brutalement après avoir été abandonnées par les investisseurs à la recherche d'autres options moins risquées.

La situation en Turquie, où les marchés de change ont perdu 40 % de leur valeur cette année seulement, en est

l'exemple le plus frappant.

L'Argentine et l'Indonésie sont également aux prises avec des monnaies qui se sont considérablement dépréciées. Le peso argentin a chuté de presque 50 % depuis le début de l'année et la banque centrale a augmenté les taux d'intérêt à 60 %. Et plus tôt ce mois-ci, la rupiah indonésienne a atteint son niveau le plus bas par rapport au billet vert en deux décennies.

Alors, quelles sont les répercussions? Dans ces pays et dans d'autres marchés émergents, la dette étrangère devient soudainement beaucoup plus difficile à rembourser. Ils subissent par conséquent une pression de plus en plus forte.

Imaginez un instant que votre prêt hypothécaire est en dollars américains, mais qu'on vous paie votre salaire en dollars canadiens. Si le dollar américain prend de la valeur, vous devez effectivement plus d'argent... potentiellement beaucoup plus.

Nous ne devons pas perdre de vue l'interdépendance des marchés mondiaux et la façon dont des répercussions dans un pays très lointain peuvent résonner partout dans le monde, nuisant au bout du compte même aux économies les plus puissantes.

Il serait intéressant de préciser que ce que nous commençons à voir aujourd'hui ressemble à ce qui s'est passé en 1998 et à des cas antérieurs. Bien que les chiffres soient moindres que ceux de la fin des années 90, où l'aversion au risque des marchés s'est accrue envers certaines économies dont la dette libellée en monnaie étrangère était importante. Leur monnaie nationale a donc perdu de sa valeur, rendant leur dette en monnaie étrangère difficile à rembourser, s'ajoutant au stress économique et perpétuant le cycle.

À l'échelle mondiale, aujourd'hui comme hier, nombreux sont ceux qui ne comprennent pas pleinement les répercussions des problèmes que pose la dette libellée en monnaie étrangère.

Ce qui se passe en Turquie, en Argentine et en Indonésie n'est pas un phénomène isolé de l'économie mondiale. Le marché des titres de créance a connu une croissance fulgurante, et des fissures commencent à se former à certains endroits. C'est peut-être le début de ce qui pourrait très bien s'avérer être un sérieux défi mondial; le lendemain de veille qui suit la fête des faibles taux d'intérêt.

Nous n'avons aucun contrôle sur ce qui se passe dans le monde...

... aucun sur la situation de la dette étrangère dans les

marchés émergents dont je viens de parler

... aucun sur le marché obligataire en Italie, dont je ne parlerai pas aujourd'hui, mais qui devient de plus en plus préoccupant

... aucun sur le fait que des prêteurs choisissent d'assouplir certaines contraintes dans le segment le plus risqué du marché américain des titres de créance ou sur le fait que le montant de l'endettement des sociétés aux États-Unis venant à échéance grimpera fortement d'ici à 2020. Plus exactement, de 393 milliards de dollars cette année à 967 milliards de dollars en 2020 [obligations à rendement élevé, prêts leviers et titres de créance de premier ordre combinés].

Mais peu importe ce qui finira par déclencher le prochain ralentissement économique ou le moment où il se présentera, nous pouvons en limiter les dégâts potentiels chez nous.

Nous pouvons prendre certaines mesures pour que le Canada soit le mieux préparé possible à être de nouveau [guillemets avec les doigts] « chanceux » pendant le prochain ralentissement économique.

J'aborderai aujourd'hui deux occasions d'amélioration en particulier.

1. Perfectionner notre capital humain – Le défi du marché du travail

D'abord, nous devons en faire plus pour faire croître notre économie et rétablir notre statut de nation axée sur la compétitivité à long terme. Nous pouvons y arriver en augmentant le nombre de personnes que nous accueillons dans notre pays, surtout celles qui possèdent les compétences que l'on recherche, et en améliorant les résultats en matière d'éducation.

Je vais commencer par l'immigration. Essentiellement, il nous faut plus d'immigrants. Je pourrais vous endormir en vous lisant des pages et des pages de statistiques qui soutiennent ce que j'avance. Mais je vais plutôt plaider ma cause en vous citant quelques données seulement.

Dans les années 1960, les Canadiennes donnaient naissance à 2,7 enfants en moyenne. Aujourd'hui, c'est 1,6.

Dans les années 1990, moins de la moitié de notre croissance démographique était attribuable à l'immigration. Aujourd'hui, c'est plus de 75 %.

Réfléchissez à ces chiffres un instant.

Le gouvernement a annoncé une hausse des objectifs d'immigration pour les années à venir, et c'est un bon début. Mais nous devons accueillir encore plus de gens.

Il y a très peu de ressources inutilisées sur le marché du travail actuellement. C'est excellent pour tous les Canadiens qui travaillent, mais ça peut aussi limiter la croissance du PIB.

On constate déjà une pénurie de main-d'œuvre partout au pays.

Selon les plus récentes données de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le taux de postes à pourvoir dans notre pays se situe à un niveau record. Son sondage a révélé que 400 000 emplois n'avaient pas été pourvus pendant quatre mois ou plus.

Les entreprises trouvent plus difficile de trouver des candidats qualifiés pour des postes aussi bien hautement spécialisés que peu spécialisés.

Le Canada est reconnu partout dans le monde pour l'ouverture dont il fait preuve depuis très longtemps envers les nouveaux arrivants. Nous avons l'occasion de renforcer davantage cette reconnaissance et, surtout, de nous en servir comme avantage économique à long terme.

Il nous faut, en matière d'immigration, une politique efficace qui contribue à soutenir la croissance économique du pays à long terme. Même le Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement fédéral a récemment recommandé une augmentation notable du nombre d'immigrants permanents que nous accueillons chaque année.

Il a aussi demandé à ce que l'on simplifie le processus d'entrée pour les meilleurs candidats, notamment les travailleurs spécialisés et les cadres supérieurs.

Rendre permanent son Programme de visa pour démarrage d'entreprise, c'était un bon début. C'est un programme novateur et à faible coût qui met en relation certains investisseurs canadiens, comme des fonds de capital-risque et des incubateurs d'entreprises, avec des entrepreneurs immigrants qui ont hâte de se lancer en affaires au Canada. Les candidats admis au programme obtiennent la résidence permanente.

Plus récemment, le gouvernement a créé un autre projet pilote, appelé Volet des talents mondiaux, qui est conçu pour aider un plus large éventail de sociétés à accéder à des candidats hautement qualifiés dans le monde en temps opportun. Rendre ce programme permanent ferait aussi avancer les choses, puisqu'un nombre accru d'entreprises canadiennes auraient alors accès à un bassin mondial de candidats et jouirait d'une meilleure compétitivité à long terme.

L'immigration n'est qu'une partie de la solution. Nous devons aussi améliorer les résultats en matière

d'éducation.

Ça veut dire que nous devons être meilleurs à créer la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour soutenir la concurrence mondiale.

Que nous devons voir un nombre accru de jeunes femmes et de jeunes hommes obtenir des diplômes en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques (les disciplines STIM). Que les étudiants doivent terminer leurs études fin prêts à travailler dans des secteurs de croissance, ou partout où il y a un manque de compétences, et à entrer dans le feu de l'action dès le premier jour.

Les jeunes Canadiens qui ont un diplôme d'études postsecondaires réussissent mieux sur le marché du travail que ceux qui n'ont fait que leurs études secondaires. Mais bien que le taux de chômage soit faible, 9 % des diplômés universitaires âgés de 24 ans ou moins sont sans emploi.

Il y a en ce moment une sorte de décalage. Une étude menée par McKinsey a révélé que 83 % des professeurs d'université estimaient que leurs diplômés étaient prêts pour le marché du travail. Mais seulement les deux tiers des employeurs étaient du même avis. Et les diplômés eux-mêmes étaient encore moins confiants quant à leur propre état de préparation.

De nombreux employeurs sont frustrés de ne pas pouvoir trouver des personnes diplômées qui ont les compétences qu'ils recherchent. D'ici à l'année prochaine, dans le secteur des hautes technologies seulement, jusqu'à 200 000 emplois devront être pourvus.

Les établissements d'études postsecondaires, les gouvernements et les employeurs doivent collaborer plus étroitement pour que tout le monde comprenne bien toutes les compétences et l'expertise qui sont nécessaires aujourd'hui ainsi que celles dont on aura besoin demain. Et aussi pour qu'on puisse orienter plus d'étudiants vers des carrières qui contribueront à améliorer notre mode de vie ainsi que le leur.

Ces dernières années, bon nombre de collèges et universités ont fait de remarquables progrès. Nos collèges sont désormais au premier rang. Mais il reste cependant du chemin à faire, en particulier au niveau des métiers spécialisés, comme le fait l'Allemagne qui nous surpasse.

De la même manière, nous devons aussi faire en sorte de mieux répondre à la demande pour des emplois dans les secteurs à main-d'œuvre peu qualifiée, comme celui des transports.

Le taux de chômage dans ce secteur est de 3,6 %

seulement, soit un solide 2 % de moins que le taux moyen national. Les entreprises peinent à trouver suffisamment de travailleurs qualifiés pour pourvoir les postes grâce auxquels nos biens continuent de circuler, et l'économie de croître.

Un programmeur et un camionneur empruntent des voies différentes dans la vie et apportent des compétences différentes, mais ils contribuent tous deux de façon importante à la vigueur et à la croissance de notre économie.

Et l'immigration et de meilleurs résultats en matière d'éducation sont essentiels à notre prospérité économique à long terme.

2. Améliorer la confiance à l'égard du Canada – Le défi de l'investissement étranger

Pour nous préparer au prochain ralentissement, nous devons aussi agir avec détermination afin d'améliorer notre compétitivité et d'attirer plus d'investissements étrangers.

Le gouvernement étant présentement en pleines négociations sur l'ALÉNA, il ne serait pas convenable d'en parler. Je dirais simplement que nous sommes – et devons rester – en faveur des échanges, et que seul le libre-échange peut nous permettre d'atteindre un meilleur niveau de vie.

Plus généralement, l'investissement direct étranger (IDE) au Canada chute, et ce, aussi bien en montants en dollars que dans les classements mondiaux. L'an dernier seulement, l'IDE a reculé de 26 % pour atteindre son plus bas niveau depuis 2010.

Il y a plusieurs raisons à cela : les réductions d'impôt et l'allègement de la réglementation aux États-Unis. L'incertitude entourant le commerce. Et d'autres raisons encore. Mais certaines relèvent de notre contrôle.

La période du débat sur le pipeline Trans Mountain a été difficile pour le Canada, et pas seulement en ce qui concerne le projet lui-même. La diffusion continue du conflit dans le monde entier envoie un message d'incertitude.

Soyons parfaitement clairs : le Canada a besoin d'investissements étrangers stables et à long terme pour prospérer et croître. L'exploitation durable de nos ressources naturelles est et sera toujours essentielle à la réussite économique à long terme de notre pays. Nous pouvons être un chef de file de l'exploitation responsable des ressources, mais il nous faut un système fiable et digne de confiance pour les Canadiens et les investisseurs étrangers.

Comme pays, nous devons trouver un moyen de concilier nos intérêts en matière d'économie, d'environnement et de sécurité avec la nécessité de demeurer concurrentiels à l'échelle mondiale et ouverts sur le monde.

Les chefs d'entreprise et les clients avec qui je parle partout dans le monde, malgré leurs nombreuses perspectives uniques, sont souvent d'accord en ce qui concerne la possibilité d'investir au Canada.

J'entends la même chose à répétition : le fardeau réglementaire est trop lourd. Le manque de clarté des règles régissant l'investissement étranger nuit à leur capacité à investir. Ils hésitent donc à faire d'importants investissements dans notre pays.

Il leur manque un sentiment de confiance. Le sentiment que notre marque est synonyme de résultats économiques pour tous les Canadiens.

Et pour avoir confiance, ils ont besoin d'un élément de certitude. Ils ont besoin de connaître les règles. Ils ont besoin de comprendre clairement comment se déroule le processus d'approbation.

Il nous faut, comme pays, un système de réglementation qui est efficace, mais aussi efficient. Et nos processus d'approbation doivent fonctionner mieux et de façon plus prévisible.

Nous n'avons pas à dire oui à tout, et la consultation doit occuper une place importante, mais les règles doivent être claires. Notre prise de décision doit être plus rapide. Quand il s'agit de grands projets d'infrastructure, ceux qui sont approuvés doivent être mis en œuvre rapidement.

Et quand nous refusons, nous devons expliquer pourquoi le projet ou l'investissement ne sert pas l'intérêt national. Nous devons être ouverts et transparents.

Ensemble, c'est ainsi que nous communiquons au monde entier que le Canada est une destination de choix pour les capitaux étrangers et pour les emplois qui en découlent.

Et c'est comme ça, en nous mettant dans une position encore plus forte lorsque tout va bien, que nous commençons à nous préparer à l'inévitable aggravation de notre sort économique.

J'aimerais profiter de ma tribune aujourd'hui pour souligner l'importance de trois initiatives de moins grande envergure, mais tout de même appréciables, que le Canada peut prendre pour améliorer sa compétitivité.

Premièrement, le gouvernement fédéral devrait permettre aux entreprises de se faire rembourser leurs dépenses d'immobilisations en un an, comme c'est maintenant le

cas aux États-Unis. Cela entraînerait des investissements immédiats et contribuerait à faire en sorte que nos entreprises puissent demeurer concurrentielles sur la scène internationale. En raison du climat actuel au sud de la frontière, il est difficile de leur livrer concurrence au niveau des impôts sur les sociétés. Changer les règles sur le plan de la déduction pour amortissement permettrait de nous mettre sur un pied d'égalité.

Deuxièmement, alors que nous nous efforçons en tant que nation de promouvoir l'investissement et les échanges commerciaux au-delà de nos frontières en vue de diversifier et équilibrer davantage notre économie, nous devons aussi nous concentrer sur l'élimination de nos propres barrières commerciales interprovinciales et réaliser d'importants progrès à cet égard. Le temps presse. Éliminer ces barrières inspirerait confiance et donnerait aux entreprises de nouvelles occasions de croissance au Canada et ailleurs.

Et troisièmement, nous devons continuer d'investir dans l'infrastructure dont ont besoin nos collectivités pour croître et demeurer concurrentielles à court et à long terme. Nous pouvons y arriver en utilisant tous les leviers à notre disposition, notamment l'investissement privé ainsi que les outils de financement gouvernementaux novateurs, comme la Banque de l'infrastructure du Canada créée récemment.

Conclusion

Mesdames et messieurs, j'ai commencé mon allocution aujourd'hui en vous parlant de mon père et de la façon dont il se préparait pour les intempéries de la vie. J'aimerais maintenant conclure en partageant avec vous l'histoire d'un autre Canadien qui a pris le temps de songer à l'avenir et de s'y préparer. Ce n'est ni un industriel ni un chef d'entreprise... il s'agit de l'un des membres fondateurs du célèbre groupe d'artistes canadiens connu sous le nom de « Groupe des Sept ».

L'artiste A.Y. Jackson a parcouru notre pays. Il a visité certaines de ses régions les plus éloignées et a mis à profit son regard et son talent uniques pour en capturer la beauté naturelle.

Ses voyages pouvaient durer des semaines, voire plus, et étaient éprouvants. Il devait voyager léger.

Au moment de préparer son prochain périple, il s'inspirait toujours des leçons qu'il avait tirées du précédent. Chaque fois, Jackson était mieux préparé. Il a appris de Tom Thomson comment se débrouiller dans la nature sauvage la nuit, sans tente ou même sans couverture.

Il a appris qu'il n'avait pas à traîner un oreiller, qu'il

pouvait chaque soir poser sa tête sur ses bottes de prospecteur.

Il a appris qu'en plein été, il devait avoir plus de tubes de peinture parce que les moustiques restaient souvent pris dans ses huiles.

Nous apprenons de nos expériences en tant que personnes. Nous parvenons à mieux nous préparer. Et notre préparation mène à de meilleurs résultats.

Ce que je veux dire, c'est que nous devons apprendre de nos expériences économiques en tant que pays.

Nous savons que les périodes d'expansion ont une fin. Nous savons que les moments difficiles se traversent mieux lorsque nous nous sommes préparés à relever les défis qu'ils posent.

Aujourd'hui, l'économie mondiale est solide, et celle de notre pays se porte bien. Mais l'avenir va finir par s'assombrir, ce qui devrait engendrer prudence et action!

À quoi ressemblera notre prochain ralentissement? Et avec quelle facilité pourrons-nous affronter la tempête? C'est maintenant le moment de se préparer.

Nous pouvons renforcer la résilience au sein de notre économie...

... en favorisant l'immigration et en accueillant un plus grand nombre de travailleurs qualifiés

... en améliorant les résultats en matière d'éducation et en adaptant mieux les compétences à la demande

... et en apportant des changements à certaines politiques pour attirer plus d'investissements étrangers

Nous devons tirer parti des beaux jours non pas seulement pour profiter de notre réussite, mais aussi pour devenir plus forts.

Non pas pour nager dans notre prospérité, mais plutôt pour nous assurer qu'elle perdure.

Il est temps pour nous aussi de mettre dans notre portefeuille notre billet de 20 \$ plié pour nous préparer aux intempéries de la vie. Il est temps de se mettre au travail.

Merci.